



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

évasions

Question au Gouvernement n° 772

Texte de la question

ÉVASION DE REDOINE FAÏD

M. le président. La parole est à M. Francis Vercamer, pour le groupe Union des démocrates et indépendants.

M. Francis Vercamer. Monsieur le président, ma question s'adresse à Mme la garde des sceaux. Madame la ministre, samedi dernier, un détenu s'est échappé de la prison de Lille-Sequedin, de façon particulièrement spectaculaire, faisant usage d'armes à feu et d'explosifs pour détruire cinq portes de l'établissement pénitentiaire et prendre en otage quatre surveillants.

Le ministre de l'intérieur a reconnu ce matin qu'il y avait une " faille " dans le dispositif de sécurité de l'établissement. On ne sait pourquoi, vos premières déclarations semblent nier cette évidence : selon vous, s'il y avait eu faille, il faudrait en désigner le responsable. Bref, vous niez une évidence au prétexte que l'on n'en connaît pas l'origine. C'est là une curieuse façon d'assumer vos responsabilités de garde des sceaux. Et c'est oublier l'utilité des agents de police judiciaire chargés d'enquêter pour déterminer comment ce détenu a pu se trouver, dans la prison, en possession d'explosifs.

La représentation nationale attend de vous des réponses sérieuses sur cette affaire et, au-delà, sur d'éventuelles failles dans d'autres établissements pénitentiaires de notre pays.

Madame la garde des sceaux, qu'entendez-vous entreprendre pour disposer au plus vite d'un état des lieux des procédures et des systèmes de sécurité de ces établissements, pour la sécurité des personnels de l'administration pénitentiaire et pour nos compatriotes eux-mêmes ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UDI et sur quelques bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à Mme la garde des sceaux, ministre de la justice.

Mme Christiane Taubira, *garde des sceaux, ministre de la justice*. Monsieur le président, mesdames et messieurs les députés, monsieur le député Vercamer, un détenu s'est en effet évadé samedi matin avec arme... Plusieurs députés UMP. Et bagages !

Mme Christiane Taubira, *garde des sceaux*. ...et explosifs. Nous voulons absolument déterminer - nous y travaillons d'ores et déjà - les conditions précises dans lesquelles cette arme et ces explosifs ont pu entrer dans l'établissement.

Je n'adopterai pas les pratiques qui avaient cours ces dernières années : je ne céderai donc pas à la facilité qui consisterait à parler de " faille ", en pointant une responsabilité individuelle parmi un personnel déjà fortement choqué par ce que l'on peut appeler une opération " commando ".

M. Yves Fromion. Ben voyons !

Mme Christiane Taubira, *garde des sceaux*. S'il existe des complicités internes - détenus ou personnels - nous les trouverons. Comme vous le savez, le Parquet a été saisi dès samedi matin. Il a travaillé avec le magistrat instructeur de façon à pouvoir émettre un mandat d'arrêt européen dès 14 heures 15 par Interpol et 16 heures 45 par le système d'information Schengen.

Pour ma part, j'ai visité la cellule de crise le matin même et diligenté la mission d'inspection pénitentiaire, lui demandant de me remettre un rapport d'étape dès dimanche midi, puis un rapport complet lundi soir, ce qui a été fait.

Dès le 15 octobre, monsieur le député, j'ai mobilisé l'administration pénitentiaire sur l'état de sécurité de nos établissements, en préconisant un certain nombre de mesures. J'ai notamment demandé à ce que ces cellules

soient placées sous la surveillance de miradors ; pour ce faire, j'ai dû interrompre leur démantèlement, qui avait été entrepris sous la précédente législature. (*Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Jacques Alain Bénisti. C'est faux !

Mme Christiane Taubira, *garde des sceaux*. Nous avons financé en 2013 l'installation de portiques, notamment de portiques à ondes millimétriques, de glacis et de filets. Je porterai prochainement à la connaissance de la représentation nationale les résultats qui découlent des dispositions prises depuis le mois d'octobre.

(*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Francis Vercamer](#)

Circonscription : Nord (7^e circonscription) - Union des démocrates et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 772

Rubrique : Système pénitentiaire

Ministère interrogé : Justice

Ministère attributaire : Justice

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 avril 2013](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [17 avril 2013](#)